

Annual Conference of First Ministers

Halifax, Nova Scotia
November 28-29, 1985

Conférence annuelle des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse
les 28 et 29 novembre
1985

800-21/016

CA1
Z2 - C52

3 1761 11895506 1



National
Economic
Development:

The Regional Dimension

Le développement
économique
du Canada:

la dimension régionale



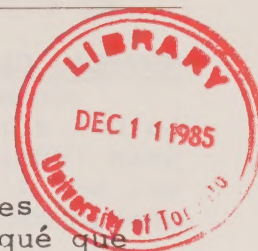
Annual Conference of First Ministers

Halifax, Nova Scotia
November 28-29, 1985

Conférence annuelle des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse
les 28 et 29 novembre 1985

LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT



Lors de la conférence sur l'économie tenue à Regina, les 14 et 15 février 1985, les premiers ministres ont indiqué que le renouveau économique était la priorité numéro un de leurs gouvernements respectifs. Pour générer la croissance économique soutenue qui permettra de réduire le chômage de façon durable, il faut augmenter les investissements productifs. C'est pourquoi les premiers ministres ont convenu d'axer leurs efforts sur l'établissement d'un climat stable et propice aux investissements dans les entreprises.

Dans le sixième des neuf principes de développement économique régional qui ont été ratifiés lors de la conférence de Régina, les premiers ministres ont reconnu l'importance d'attirer de nouveaux investissements pour exploiter le potentiel de toutes les régions canadiennes.

Sixième principe

Les gouvernements devraient tout d'abord chercher à améliorer le climat d'investissement, éliminer les obstacles à la croissance et accroître les débouchés qui s'offrent au secteur privé afin d'assurer une croissance économique maximale partout au Canada.

MESURES PRISES

Pour réussir à attirer de nouveaux investissements dans un contexte international hautement concurrentiel, dynamique et complexe, le Canada doit clairement faire comprendre aux Canadiens et aux étrangers qu'il "ouvre ses portes à l'entreprise". Depuis la tenue de la conférence de Régina, deux grandes mesures ont été prises pour éliminer les



obstacles non justifiés à l'investissement au Canada et pour mieux faire connaître les possibilités de commerce offertes par le pays. Il s'agit de l'adoption de la Loi sur Investissement Canada et du lancement de la Stratégie de promotion de l'investissement par les deux paliers de gouvernement.

NOUVEAU CLIMAT POUR LES INVESTISSEURS

La Loi sur Investissement Canada est entrée en vigueur le 30 juin 1985, entraînant du même coup l'abrogation de l'ancienne Loi sur l'examen de l'investissement étranger, qui créait des obstacles inutiles à l'entrée des capitaux au Canada.

La Loi sur Investissement Canada a pour but d'encourager et de faciliter l'investissement, par des Canadiens et des étrangers, lorsque cet investissement contribue à la croissance économique et à la création d'emplois au Canada. Elle exige toutefois que les investissements importants de source étrangère soient soumis à un examen pour veiller à ce qu'ils soient avantageux pour le Canada. La nouvelle loi signale un important changement de la politique du gouvernement sur l'investissement étranger, et elle indique très clairement aux gens d'affaires du monde entier que le Canada est prêt à accueillir le capital productif.

Le gouvernement joue un rôle de réglementation limité dans le cadre de la Loi sur Investissement Canada. Un examen ne s'impose que pour les investissements étrangers importants, (les acquisitions d'entreprises dont l'actif dépasse 5 millions de dollars et les acquisitions indirectes de plus de 50 millions de dollars) et les placements dans des domaines liés à l'identité nationale ou au patrimoine culturel du Canada, comme la publication de livres, de périodiques ou de journaux. En outre, le processus d'examen a été simplifié et il est maintenant assorti de délais stricts.

En exemptant la plupart des investissements de l'examen et en accélérant l'étude des investissements sujets à un examen, le gouvernement a créé un climat beaucoup plus propice à la venue de capitaux étrangers.

STRATÉGIE DE PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

Un climat plus favorable à l'investissement ne suffit pas. Il faut que les éventuels investisseurs considèrent le Canada comme une terre propice à l'entreprise. C'est pourquoi Investissement Canada, l'organisme créé par la Loi du même nom, a pour mandat de montrer au pays et à l'étranger que le Canada est un bon endroit où venir commercer.

Depuis la tenue de la conférence de Régina, Investissement Canada a mené des consultations poussées avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, et le secteur privé, en vue d'élaborer une stratégie nationale de développement de l'investissement. Tous ont convenu qu'il importait de faire reconnaître, tant au Canada qu'à l'étranger, le climat propice à l'investissement qui prévaut au pays, de mener une campagne publicitaire soutenue avec l'aide des gouvernements et du secteur privé et de veiller à ce que les activités promotionnelles de toutes les parties en cause se complètent.

En juillet 1985, les ministres fédéraux et provinciaux chargés du développement économique et régional, et responsables de l'investissement, ont adopté un plan à deux volets destiné à faire promouvoir l'image du Canada à l'étranger. Ce plan coordonnera quatre éléments clés du programme de développement de l'investissement des divers gouvernements, à savoir : l'établissement des objectifs annuels des programmes en question; la planification et la mise en oeuvre de projets de promotion; la prestation de services aux investisseurs canadiens et étrangers; et la conduite de même que la coordination des analyses et recherches touchant les politiques.

Le plan à court terme a été lancé immédiatement. Les deux paliers de gouvernement échangent déjà des renseignements sur les priorités publicitaires ainsi que les thèmes et les événements publicitaires, compilent de l'information sur les services aux investisseurs, renforcent les relations entre leurs divers services aux investisseurs et identifient leurs priorités en matière de recherches conjointes et séparées.

Le plan à moyen terme prévoit une action concertée des divers gouvernements, pour recenser les pays et les secteurs où, en collaboration avec le secteur privé, ils pourraient mettre sur pied des programmes publicitaires, définir plus avant les domaines où des recherches complémentaires pourraient être menées, et établir des mécanismes visant à assurer que les

programmes de développement de l'investissement des deux paliers de gouvernement s'appuient mutuellement et bénéficient du soutien du secteur privé.

Après avoir consulté les provinces, Investissement Canada vient de lancer, tant au Canada qu'à l'étranger, une campagne publicitaire ambitieuse, dotée d'un budget de plus de 10 millions de dollars pour la première année et de plus de 15 millions de dollars pour les trois années subséquentes.


Les activités prévues pour cette année visent à faire prendre davantage conscience aux principaux investisseurs et entrepreneurs étrangers du nouveau climat d'investissement qui prévaut au Canada. Par exemple, plus de 200 activités publicitaires dans plus de 35 bureaux commerciaux à l'étranger sont prévues, dont 45 missions et allocutions ministérielles, 57 colloques sur l'investissement et 35 missions consacrées à la recherche d'investissements. Une importante campagne publicitaire est également en cours. Des services, tels les appels téléphoniques sans frais, sont offerts désormais aux éventuels investisseurs des États-Unis et du Canada désireux d'obtenir des renseignements sur les débouchés et les programmes, et des personnes haut placées du secteur privé sont recrutées pour faire office de spécialistes en investissement et de conseillers dans six bureaux canadiens à l'étranger, soit Londres, Tokyo, Bonn, New York, Chicago et Paris. En collaboration avec le secteur privé, Investissement Canada est à mettre sur pied un programme de promotion comportant une série de séminaires organisée avec la Chambre de commerce du Canada dans toutes les régions du pays, et des missions et séminaires en Europe et aux États-Unis menés conjointement avec l'Association des sociétés pétrolières indépendantes du Canada.

Les activités prévues pour les années à venir viseront davantage à encourager l'investissement étranger dans des secteurs industriels précis, à attirer des technologies clés au Canada, à identifier par un programme de recherche les avantages comparés du Canada, et à éliminer plus complètement les entraves à l'investissement.

UN DÉFI PERMANENT

Une croissance soutenue exige un engagement soutenu. Les réalisations de l'année écoulée ne sont que le début du travail de longue haleine nécessaire à l'amélioration de la performance canadienne au chapitre de l'investissement. Les deux paliers de gouvernement ont fait leurs cet objectif

commun, et dans le cadre du processus consultatif établi, ils poursuivront leurs efforts concertés pour éliminer les obstacles aux flux d'investissement, attirer de nouveaux investissements et faire connaître l'existence au Canada d'un climat favorable à l'entreprise.



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761118955061>



Annual Conference of First Ministers

Halifax, Nova Scotia
November 28-29, 1985

Conférence annuelle des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse
les 28 et 29 novembre 1985

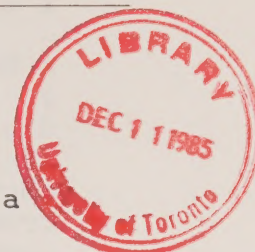
ENCOURAGER LA PETITE ENTREPRISE

Ces dernières années, au Canada, la petite entreprise a été le chef de file en matière de création d'emplois. Elle réagit en effet avec célérité aux forces du marché, occupe et exploite de nouveaux marchés, et s'adapte rapidement aux innovations et aux changements technologiques.

Le gouvernement s'est rendu compte des possibilités économiques dynamiques de la petite entreprise. D'ailleurs, dans le cadre de son Programme de renouveau économique, lancé le 8 novembre 1984, il a reconnu la nécessité d'encourager l'esprit d'entreprise et de risque, notamment dans le secteur de la petite et moyenne entreprise. Le gouvernement a également affirmé son engagement à fonder ses nouvelles orientations sur la consultation entre les gouvernements et avec le secteur privé.

LA CONSULTATION

Le 8 février dernier, l'honorable André Bissonnette, ministre d'État (petite entreprise) et l'honorable Sinclair Stevens, ministre de l'Expansion industrielle régionale, ont publié conjointement un document de consultation sur la petite et moyenne entreprise. Le document cerne les défis auxquels fait face la petite entreprise dans son milieu d'affaires, sa gestion, son financement, la commercialisation et les services d'information. C'est d'ailleurs sur ce document que se sont fondées les discussions avec des centaines de



petits entrepreneurs et leurs associations régionales et nationales, des institutions financières, des syndicats, des universitaires et les gouvernements provinciaux. Les résultats de ces consultations nationales devraient être rendus publics à la fin de l'année.

À la conférence sur l'économie tenue à Regina les 14 et 15 février 1985, les Premiers ministres ont également discuté des défis auxquels la petite entreprise fait face. Il a alors été résolu que les deux ordres de gouvernement devraient travailler de concert afin de créer un climat visant à encourager les petits entrepreneurs. Les ministres fédéral et provinciaux responsables de la petite entreprise ont participé aux rencontres bimestrielles des ministres du Développement économique régional. (Le processus consultatif est décrit dans une autre note d'information.)

LES INITIATIVES CONJOINTES

Ce nouvel esprit de collaboration et de consultation a porté fruits. Au cours de la dernière année, le gouvernement a signé avec quelques provinces des protocoles d'entente concernant les achats gouvernementaux. Il a été convenu que les stratégies gouvernementales à ce chapitre doivent être compatibles avec les objectifs de développement régional, afin de donner à la petite entreprise locale la possibilité de bénéficier des activités gouvernementales dans ce domaine.

En octobre 1985, le gouvernement a signé avec les provinces et les territoires un protocole d'entente visant à réduire la paperasserie et la réglementation imposées à la petite entreprise. Dans le cadre de ces ententes, les deux ordres de gouvernement étudieront les moyens de simplifier et de réduire les exigences que l'État impose à la petite entreprise. Les résultats de l'étude devraient être connus d'ici la fin de l'année.

Également en octobre, a été signé le premier accord fédéral-provincial sur la déconcentration d'éléments du Programme de développement industriel régional touchant la petite entreprise. Le gouvernement du Canada et celui de la Colombie-Britannique ont signé une entente auxiliaire de 50 millions de dollars en matière de

développement économique et régional laquelle permettra aux deux parties d'administrer conjointement ce programme fédéral d'aide financière à l'entreprise. L'objectif est de rationaliser et d'harmoniser les programmes des deux gouvernements en permettant une participation provinciale directe au programme fédéral. La petite entreprise qui veut obtenir une aide gouvernementale n'aura alors à s'adresser qu'à un seul endroit.

LE BUDGET FÉDÉRAL

L'encouragement de l'initiative privée constituait un élément majeur du budget fédéral du 23 mai 1985. Une série de mesures a été annoncée pour récompenser les personnes audacieuses et dynamiques; stimuler la création de nouvelles entreprises et l'expansion de celles qui existent déjà; augmenter les liquidités des entreprises; et assurer une sécurité financière aux entrepreneurs au moment de leur retraite. L'exemption à vie des gains de capital de 500,000 dollars incitera les Canadiens à investir dans de nouvelles entreprises ou dans celles déjà en pleine expansion. On est en effet conscient du temps, de l'énergie et des ressources personnelles qui sont investis dans une petite entreprise, ainsi que des difficultés particulières auxquelles les petits entrepreneurs peuvent se heurter au fil des ans pour s'assurer une retraite convenable.

Une série de mesures aborde le problème de l'accès au capital qui contraint le lancement et l'expansion d'un grand nombre de petites et moyennes entreprises. L'investissement des fonds de pension, la source de capitaux la plus importante au pays et celle qui croît le plus rapidement, sera facilité si on élimine les obstacles et si on offre des mesures incitatives. Les investisseurs pourront en outre recourir aux régimes enregistrés d'épargne-retraite et aux fonds de revenus pour investir dans des petites entreprises avec lesquelles ils n'ont aucun lien de dépendance.

L'investissement à même les fonds de retraite sera facilité par de nouveaux instruments tel que les corporations de placement en petites entreprises (CPPE) et les sociétés en commandite de placement en petites entreprises (SCPPE). Le budget propose également d'accorder des crédits d'impôt aux personnes qui

investissent dans des fonds gérés par une forme quelconque d'association de travailleurs, tel que le Fonds de solidarité administré par la Fédération du travail du Québec établis sous le régime des lois provinciales.

Les fonds octroyés aux petites entreprises non imposables seront accrus en vertu de la nouvelle disposition assurant un remboursement en espèces de 100 pour cent des crédits d'impôt à la R&D, jusqu'à concurrence de 700,000 dollars. L'augmentation des contributions d'assurance-chômage, précédemment annoncée, a été reportée. En outre, le programme d'obligations pour la petite entreprise (OPE), conçu pour réduire les frais d'intérêts des petites entreprises ayant de graves difficultés financières, a été prolongé jusqu'à la fin de 1987.

AUTRES INITIATIVES FÉDÉRALES

Le gouvernement emprunte nombre d'autres moyens pour éliminer les obstacles à la croissance de la petite entreprise. Par exemple, il envisage de remettre sur pied le Comité consultatif de la petite entreprise créé en 1982, afin d'améliorer le dialogue avec le gouvernement. Le mandat de la Banque fédérale de développement fait actuellement l'objet d'un examen. On étudie des formules innovatrices de parrainage des entreprises à leur début, tel que, le concept d'incubateur.

L'une des initiatives les plus importantes a peut-être été la prolongation, la modification et la publicité du programme de garanties de prêts en vertu de la Loi des prêts aux petites entreprises. Ce programme a en effet été prolongé de cinq ans et jouit d'un appui plus actif que par le passé de l'Association canadienne des banquiers. Plus d'entrepreneurs ont maintenant une meilleure connaissance de l'aide qui leur est offerte.



Annual Conference of First Ministers

Halifax, Nova Scotia
November 28-29, 1985

Conférence annuelle des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse
les 28 et 29 novembre 1985

LES TRANSPORT: "ALLER SANS ENTRAVES"



LA THÈSE

Le Canada est un pays ouvert au commerce tant sur le marché extérieur que sur son marché intérieur qui se compose d'économies régionales disséminées à travers le pays. Son développement et la réalisation de ses objectifs économiques reposent sur un réseau de transport efficace. Les frais de transport sont un élément important du coût des produits que les entreprises canadiennes écoulent au pays et à l'étranger. Pour soutenir avec succès la concurrence sur l'ensemble des marchés, ces entreprises doivent pouvoir compter sur des transporteurs qui font preuve d'originalité, d'efficacité et de compétitivité. Tous les ordres de gouvernement doivent s'assurer que leur politique en matière de transport vise cet objectif.

L'HISTORIQUE

Ce n'est qu'en 1937 que la responsabilité des transports, au Canada, a été confiée à un seul ministre. Peu après la guerre, il est devenu évident qu'une loi unique, relevant d'un seul ministre, était nécessaire pour mettre un peu d'ordre dans ce domaine. Après de longues délibérations, la Loi nationale sur les transports a été promulguée en 1967. Elle préconisait la mise en place d'un réseau de transport intégré régi par un organisme de réglementation unique, la Commission canadienne des transports.



La nécessité d'aborder la question des transports de façon intégrée ne fait maintenant aucun doute, mais le mode de réalisation conçu à l'origine s'est avéré trop lourd pour s'adapter aux nouvelles réalités du marché des transports. On reconnaît presque unanimement que les intéressés, c'est-à-dire les expéditeurs, les transporteurs et les consommateurs, ont tout intérêt à promouvoir une saine concurrence entre les divers modes de transport, qu'il s'agisse du transport ferroviaire, maritime, aérien ou de camionnage. Le fait de miser davantage sur les forces du marché stimulera la réduction des coûts et l'instauration d'une politique de prix concurrentiels, en plus d'encourager les améliorations techniques et l'innovation en matière de services.

LES PROPOSITIONS RELATIVES À UNE RÉFORME DE LA RÉGLEMENTATION

Le 15 juillet 1985, le gouvernement fédéral a présenté à la Chambre des communes un exposé de principes intitulé "Aller sans entraves" proposant une réforme en profondeur de la réglementation de l'industrie du transport. Ce document énonce une politique qui favorise un assouplissement de la réglementation du transport aérien, ferroviaire, maritime et de camionnage. Il préconise une réduction de la réglementation à caractère économique afin de stimuler l'innovation et l'esprit d'entreprise tout en reconnaissant l'apport considérable de la concurrence et des forces du marché. Des propositions précises y sont énoncées pour chaque mode de transport, visant à accroître les possibilités d'amélioration du service, de réduction des tarifs, d'instauration de mesures d'appel et d'arbitrage plus appropriées, et de rationalisation du processus de réglementation.

Le document "Aller sans entraves" réitère l'engagement prioritaire du gouvernement à l'égard de la sécurité en matière de transport. La réforme de la réglementation s'accompagne de mesures destinées à accroître la sécurité, et non pas à assouplir les normes canadiennes de sécurité auxquelles les transporteurs sont assujettis.

Ces propositions exigent des modifications à la Loi nationale sur les transports ainsi qu'à un certain nombre de lois régissant le transport. Des dispositions législatives seront déposées cet automne pour répondre à certaines des questions soulevées dans le document, dont des modifications à la Loi dérogatoire sur les conférences maritimes, une nouvelle législation sur les services ferroviaires voyageurs et un projet de loi sur le cabotage. Au cours des douze derniers mois, une nouvelle législation en matière de sécurité a été promulguée afin de rendre plus sévères les règlements relatifs à l'entretien des avions et à la navigation aérienne. De plus de nouveaux règlements ont été promulgués pour s'attaquer au problème du transport de matières dangereuses. Un projet de loi visant à modifier ou à remplacer la Loi nationale sur les transports de façon à actualiser l'ensemble des propositions contenues dans le document "Aller sans entraves" sera vraisemblablement déposé à la Chambre en 1986.

LE PROCESSUS DE CONSULTATION

La préoccupation du gouvernement à l'égard de la réglementation du transport s'est manifestée nettement dès le début de son mandat. L'énoncé que le ministre des Finances présentait le 8 novembre 1984 sous le titre "Une nouvelle direction pour le Canada : un programme de renouveau économique" identifiait l'industrie du transport comme l'une des activités économiques les plus sérieusement entravées par l'intervention et la réglementation gouvernementales. "Il faut une nouvelle politique et un nouveau cadre législatif pour affronter les réalités des années 1980 et 1990 ainsi que pour établir des fondations solides qui permettront de relever les défis du siècle prochain."

L'exposé de principes intitulé "Aller sans entraves" a été rédigé au terme de plusieurs mois de délibérations avec les expéditeurs, les transporteurs et les autres groupements concernés. Depuis lors, de nombreuses consultations sur le détail de ces propositions ont été menées auprès de tous les principaux intéressés : les expéditeurs, les transporteurs, les associations de consommateurs, les administrations provinciales, et les organisations syndicales.

En juillet, les ministres fédéral et provinciaux chargés du développement économique régional ont eu une discussion préliminaire sur les propositions du document "Aller sans entraves", avec le ministre d'État aux Transports précédent, l'honorable Benoît Bouchard. Depuis lors, le ministre des Transports, l'honorable Don Mazankowski, a eu l'occasion d'échanger avec plusieurs gouvernements provinciaux. De plus, il a rencontré au début d'octobre ses homologues provinciaux à l'occasion de l'assemblée annuelle des ministres des Transports, pour discuter dans un cadre intergouvernemental des propositions fédérales.

Le processus de consultation jusqu'à présent a été ouvert, franc et constructif. Pour s'assurer une autre occasion d'avoir des échanges de vues publiques, le gouvernement a transmis son document "Aller sans entraves" au Comité permanent des transports de la Chambre des communes. Il a été demandé au Comité de faire rapport d'ici la mi-décembre, pour que la Chambre dispose de tout le temps voulu pour évaluer ses recommandations avant le dépôt du projet de loi. Le Comité a reçu le mandat d'accorder une attention particulière au rôle des sociétés de la Couronne telles qu'Air Canada et le Canadien national dans un marché déréglementé; à la participation étrangère dans l'industrie du transport (une préoccupation particulière du secteur du camionnage); aux services à assurer aux régions isolées; au développement régional ainsi qu'aux questions relatives au commerce et à l'emploi.

De façon générale, les provinces adhèrent aux principes généraux de la nouvelle politique, bien qu'elles se disent préoccupées par ses effets possibles dans certains domaines entre autres celui des services aux régions isolées et de la protection contre une politique abusive des prix de la part d'expéditeurs qui détiennent un monopole auprès d'une entreprise ou d'un mode de transport. Des fonctionnaires des deux ordres de gouvernement discutent encore des mesures législatives à prendre pour résoudre ces problèmes particuliers et d'autres qui y sont reliés.

À ce jour, les expéditeurs et les transporteurs ont réagi de façon très positive au document précité. Les objectifs et les principes de base ont, en général, été acceptés tant par les gouvernements que par l'industrie.

LE TRANSPORT ET L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

Il ne fait aucun doute que les transports constituent un facteur important de développement économique. Ils ont été et continueront d'être un élément essentiel de l'essor et de la prospérité de toutes les régions du Canada. L'industrie et le commerce sont les moteurs de l'économie, et le réseau de transport existe pour les appuyer. Cela signifie que des services de transport doivent pouvoir répondre à la demande. Le gouvernement s'est engagé à assurer la mise en place d'un réseau et d'une infrastructure adéquate pour offrir ces services.

Les propositions contenues dans le document "Aller sans entraves" visent à créer un cadre de réglementation qui incitera les transporteurs à offrir un service efficace, compétitif et rentable dans toutes les régions du Canada. Bien que le document traite principalement des questions relatives au transport national, on s'y attarde également au transport régional, pour discuter notamment des mesures envisagées pour assurer les services essentiels dans les régions isolées et défendre les expéditeurs captifs.

Un bon nombre de mécanismes sont déjà en place pour résoudre des problèmes régionaux spécifiques. Parmi eux, mentionnons les subventions aux expéditeurs de l'Est, les contributions au transport des grains de l'Ouest, les subventions au transport ferroviaire des voyageurs et l'appui des services aériens aux communautés isolées.

Outre ces mécanismes, les besoins des régions pourront être adéquatement desservis par des ententes de développement économique régional, y compris des ententes visant à améliorer l'infrastructure ou à développer le secteur des transports selon les besoins propres à chaque province. Cette façon d'agir offre la souplesse nécessaire aux deux ordres de gouvernement pour travailler de façon concertée à l'élaboration d'une stratégie d'ensemble dont les transports constitueraient un outil essentiel.

CONCLUSION

Le document "Aller sans entraves" est un volet fondamental de l'approche globale du gouvernement pour assurer la relance économique. Le gouvernement s'est engagé à accroître les possibilités commerciales du Canada et à rendre celui-ci plus apte à soutenir la concurrence sur les marchés internationaux; à réduire le fardeau d'une réglementation excessive et à éliminer les obstacles à la croissance; et à établir un climat économique favorable à la croissance du secteur privé et à la création d'emplois. La politique énoncée dans "Aller sans entraves" nous aidera à atteindre ces objectifs.



Annual Conference of First Ministers

Halifax, Nova Scotia
November 28-29, 1985

Conférence annuelle des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse
les 28 et 29 novembre 1985

LE PROCESSUS CONSULTATIF



Il est capital que les gouvernements fédéral et provinciaux travaillent en étroite collaboration pour atteindre leurs objectifs communs en matière de politiques. Peu après avoir reçu son mandat, le gouvernement fédéral a clairement exprimé son insatisfaction quant à l'état des relations existant entre les deux paliers de gouvernement, et il n'a pas tardé à instaurer un programme explicite de consultation, de coopération et d'harmonisation avec les provinces.

Le développement économique régional est un domaine qui, tout comme les autres, exige une étroite collaboration entre les paliers de gouvernement afin de maximiser les résultats. C'est aussi un domaine qui a connu de nombreux changements au cours de l'année écoulée en ce qui concerne l'instauration d'un processus de consultation efficace.

En janvier 1985, les ministres chargés du développement économique régional des deux niveaux de gouvernement se sont rencontrés pour la première fois de l'histoire. Leur réunion fut fructueuse et productive et, lors de la conférence de Régina tenue les 14 et 15 février dernier, les premiers ministres ont convenu que les ministres de leurs gouvernements respectifs responsables du développement économique régional se réuniraient tous les deux mois pour aborder les questions épineuses qui touchent le développement régional.

Depuis lors, les ministres se sont réunis multilatéralement à quatre reprises: en mars, mai, juillet et octobre. Ces réunions leur donnent l'occasion de discuter de questions comme la coordination de l'aide aux petites entreprises par le biais de la déconcentration partielle du Programme de



développement industriel et régional, la réduction de la réglementation et de la paperasserie qui pèsent sur les petites entreprises, la coordination des activités de promotion de l'investissement des deux paliers de gouvernement et la consultation sur les propositions fédérales pour une réforme de la réglementation économique des industries du transport. (Les feuillets de renseignements ci-joints fournissent davantage de détails sur les questions débattues par les ministres et les progrès réalisés dans ces quatre domaines).

La principale réalisation à ce jour est la publication, par les ministres, du document intitulé Le développement économique régional - Énoncé gouvernemental. Ce document expose et explicite les neuf principes de développement économique régional élaborés par les ministres lors de leur première rencontre en janvier et approuvés par les premiers ministres à la conférence de Régina tenue le mois d'après. Il rend compte de l'engagement commun des treize gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux à mettre en oeuvre une politique de développement économique régional qui soit vraiment efficace; il marque un tournant dans les relations de coopération intergouvernementale et il témoigne du consensus atteint dans ce domaine.

Au cours de la réunion qu'ils ont tenue en juillet, les ministres chargés du développement économique régional ont convenu d'un plan de travail en vue de s'attaquer aux trois grands objectifs liés au développement régional, à savoir:

- attirer et maintenir l'investissement dans toutes les régions;
- recenser les obstacles au commerce interprovincial ainsi que les possibilités et perspectives d'accroissement de ce commerce;
- préparer une base de données sur le développement régional.

Deux groupes de travail fédéraux-provinciaux ont été créés pour étudier ces questions et leurs rapports seront soumis à l'examen des ministres à la prochaine réunion qui aura lieu en février 1986.

Cette prochaine réunion donnera également aux ministres l'occasion de discuter des recommandations contenues dans le rapport du Groupe d'étude Nielsen sur l'examen des programmes, et de poursuivre leur examen du rôle des achats du gouvernement comme instrument de développement régional.

Les cinq réunions des ministres chargés du développement économique régional tenues en 1985 témoignent du haut niveau d'engagement pris par tous les gouvernements en faveur d'une coopération, d'une coordination et d'un consensus accrus. Au cours de l'année, les ministres ont fait des progrès considérables pour coordonner leurs activités et en retirer un maximum de résultats. Ils ont élaboré des stratégies de politiques communes, ont convenu de plans d'action, ont créé des groupes de travail intergouvernementaux et conclu de nombreux accords bilatéraux de coopération. Le résultat visé était d'établir un cadre de travail efficace propice à la collaboration afin de déterminer les besoins et de lancer les activités en conséquence.

La prochaine réunion se tiendra en février, soit quatre mois et non deux après la dernière séance tenue. Maintenant que les voies de communication sont ouvertes et bien établies, des réunions moins fréquentes bien que régulières seront nécessaires.



Annual Conference of First Ministers

Halifax, Nova Scotia
November 28-29, 1985

Conférence annuelle des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse
les 28 et 29 novembre 1985

LA DÉCONCENTRATION DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET RÉGIONAL

Le Programme de développement industriel et régional (PDIR) est un important programme fédéral d'aide aux entreprises dans les secteurs de la fabrication et de la transformation. Les gouvernements provinciaux ont, eux aussi, des programmes d'aide aux entreprises et les deux ordres de gouvernement travaillent ensemble, depuis un an, en vue de mieux coordonner leurs activités et de créer un service centralisé à l'intention des petites entreprises.



LE PDIR - HISTORIQUE

Le PDIR favorise l'expansion industrielle et régionale en appuyant financièrement les initiatives du secteur privé. Le programme s'adresse aux projets, industries et technologies présentant le meilleur potentiel de rendement économique, de croissance soutenue et de compétitivité à l'échelle internationale. Divers types de projets sont admissibles à des subventions, notamment les études de faisabilité, la mise au point de nouveaux produits et procédés, l'établissement de nouvelles usines, la modernisation ou l'agrandissement d'installations existantes et la commercialisation.

Depuis sa création en juillet 1983 jusqu'à la fin du dernier exercice financier (mars 1985), le PDIR a permis d'accorder plus de 500 millions de dollars à quelque 1 845 projets. Le montant des contributions prévu pour 1985-1986 s'élève à 242 millions de dollars.



LA DÉCONCENTRATION

Les premiers ministres réunis à la conférence de Régina les 14 et 15 février dernier ont discuté de l'administration du Programme de développement industriel et régional. Ils ont pensé que les ministres fédéral et provinciaux chargés du développement économique régional devraient chercher des moyens de simplifier et de rationaliser le programme et envisager notamment d'en déconcentrer certains éléments.

Le concept de la déconcentration appliqué au PDIR signifie prévoir que les provinces et le gouvernement fédéral administreront en commun une partie du programme fédéral. L'objectif visé consiste à harmoniser et à coordonner les programmes fédéraux et provinciaux pour mettre un terme au chevauchement, mieux tenir compte des priorités provinciales et fournir un service central aux petits entrepreneurs qui souhaitent obtenir une aide gouvernementale.

Les ministres fédéral et provinciaux chargés du développement économique régional se sont rencontrés quatre fois depuis février pour étudier une gamme étendue de questions et de problèmes touchant le développement régional. La possibilité et la façon dont une partie de l'administration du PDIR peut être partagée avec les provinces ont été discutées en ces occasions, de même que lors de rencontres bilatérales avec certaines provinces.

Lors de leur dernière conférence, en octobre, le ministre fédéral a présenté un ensemble de principes devant guider les deux ordres de gouvernement dans la négociation d'ententes bilatérales sur la déconcentration. Ces ententes établiront les rôles et responsabilités des deux ordres de gouvernement en ce qui concerne la gestion et l'administration du PDIR pour les petites entreprises.

Selon ces principes, la déconcentration s'appliquerait à l'établissement de nouvelles usines, à l'agrandissement ou à la modernisation d'usines. Le coût des projets ne devra pas dépasser deux millions de dollars et les entreprises requérantes devront être d'assez petite envergure, ne pas compter plus de 250 employés et posséder un actif corporel de moins de 7,5 millions. Ces critères s'appliquent à environ 70 pour cent des projets du PDIR.

Le gouvernement fédéral et la Colombie-Britannique ont signé la première entente sur la déconcentration du PDIR le 24 octobre 1985. Il s'agit d'une entente auxiliaire découlant d'une EDER (Entente de développement économique et régional), faisant bon usage du cadre de travail établi dans l'EDER en matière de collaboration (voir la brochure d'accompagnement intitulée Les ententes de développement économique et régional: partenaires pour la croissance). D'autres provinces s'intéressent également à la déconcentration, et des discussions se poursuivent en vue de conclure dans un proche avenir des ententes en la matière.



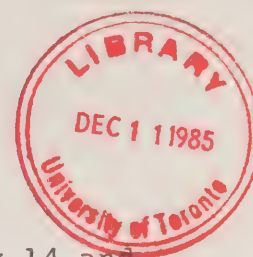
Annual Conference of First Ministers

Halifax, Nova Scotia
November 28-29, 1985

Conférence annuelle des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse
les 28 et 29 novembre 1985

PROMOTING INVESTMENT



At the Regina Conference on the Economy February 14 and 15, 1985, First Ministers identified economic renewal as the top priority of their governments. More productive capital investment is a prerequisite for achieving the sustained economic growth necessary to reduce unemployment on a lasting basis. For this reason First Ministers agreed to focus their efforts on providing a positive and stable environment for business investment.

The importance of new investment for tapping the potential of all regions of Canada was also recognized by First Ministers in Principle 6 of the nine principles of regional economic development ratified at the Regina Conference.

Principle 6

Particular emphasis by governments should be given to improving the investment climate, to removing impediments for growth, and to creating opportunities for the private sector to contribute to maximum economic growth in all parts of Canada.



PROGRESS TO DATE

To succeed in attracting new investment in a highly competitive, aggressive and sophisticated international investment environment, Canada must give clear signals to Canadians and non-Canadians that the country is "open for business". Two major steps have been taken since Regina to remove unwarranted obstacles to investment in Canada and to improve awareness of business opportunities. These are enactment of the Investment Canada Act, and launching of the Investment Development Strategy by both orders of government.

THE NEW INVESTMENT ENVIRONMENT

The Investment Canada Act came into force June 30, 1985. At the same time the Foreign Investment Review Act, which unduly impeded the flow of capital into Canada, was repealed.

The purpose of the Investment Canada Act is to encourage and facilitate investment that contributes to economic growth and job creation in Canada. At the same time, however, the Act requires that significant investments by non-Canadians be reviewed to ensure benefit to Canada. The new Act implements a major change in federal government policy on foreign investment and sends the unambiguous message to the world business community that Canada welcomes productive capital.

The Government has a limited regulatory function under the Investment Canada Act. Review is required only for major foreign investments (direct acquisitions of businesses with assets of over \$5 million and indirect acquisitions of over \$50 million) and for foreign investments in fields related to Canada's national identity or cultural heritage, such as the publishing of books, periodicals or newspapers. In addition, the review process has been streamlined and is subject to strict time limits.

By exempting most investments from review and by markedly expediting the process for those few investments subject to review, the government has created a much more welcoming environment for foreign capital.

THE STRATEGY FOR INVESTMENT PROMOTION

An improved investment climate is not enough. Potential investors must recognize Canada as a good place to do business. Investment Canada, the agency created by the new Act of the same name, has the mandate to promote Canada both at home and abroad as a profitable and secure locale to place capital.

Since Regina, Investment Canada has conducted extensive consultations with provincial and territorial governments and the private sector, with the objective of developing a national investment development strategy. A consensus emerged on the importance of ensuring recognition, at home and abroad, of Canada's attractive investment environment, of carrying out a sustained promotional campaign with the support of governments and the private sector, and of ensuring complementarity among all parties' investment promotion activities.

In July 1985, federal and provincial regional economic development ministers, who are also responsible for investment, adopted a two-part action plan to promote Canada abroad. The plan will coordinate four key aspects of each government's investment development program: the setting of annual investment program goals; the planning and execution of investment promotion activities; the provision of services to Canadian and non-Canadian investors; and the coordination and carrying out of related analysis and research.

The short-term part of the plan was launched immediately. The two orders of government have been exchanging information on promotional priorities, themes and events, pooling information on investor services, strengthening contacts between their investor service units, and identifying priorities for joint and independent research projects.

The medium-term plan calls for cooperative action by governments to identify countries and sectors where they could collaborate with the private sector on promotional plans, to define further areas where research on the Canadian investment environment could be carried out in a complementary way, and to develop mechanisms to ensure that the investment development programs of both orders of government are mutually supportive and have the support of the private sector.

After consultation with the provinces, Investment Canada, in cooperation with the Departments of External Affairs and Regional Industrial Expansion, has also recently launched an ambitious investment promotion program both in Canada and abroad. The program has a budget of over \$10 million for the first year and over \$15 million for the next three years.

The activities for this year are aimed at raising the consciousness of key foreign investors and entrepreneurs about the new positive investment climate in Canada. For example, over 200 individual investment promotion activities in over 35 posts abroad are planned, including 45 ministerial missions and speaking engagements, 57 investment seminars and 35 investment missions. A major advertising campaign is also under way. Services to investors have been initiated, such as the establishment of a toll-free number for potential investors from the United States and Canada to make enquiries about opportunities and programs. Top flight people from the private sector are being recruited to serve as investment specialists and advisors in six posts abroad: London, Tokyo, Bonn, New York, Chicago and Paris. Also in cooperation with the private sector, Investment Canada is mounting promotional events such as seminars across the country in conjunction with the Canadian Chamber of Commerce, and missions and seminars in Europe and the United States with the Independent Petroleum Association of Canada.

The activities in future years will be more targetted, such as encouraging foreign investment in specific industry sectors, attracting key technologies to Canada, identifying through the research program Canada's comparative advantages, and eliminating any remaining impediments to attracting investment.

THE CONTINUING CHALLENGE

Sustained growth requires sustained commitment. The achievements of the past year are only a start on the long-term task of improving Canada's investment performance. The two orders of government are committed to this common purpose and, within the consultative frameworks that are now established, will continue to work together to remove impediments to investment flows, to attract new investment and to promote Canada as a good place to do business.



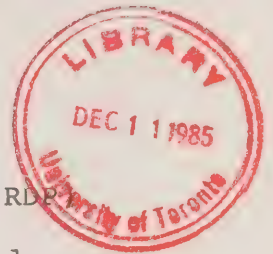
Annual Conference of First Ministers

Halifax, Nova Scotia
November 28-29, 1985

Conférence annuelle des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse
les 28 et 29 novembre 1985

DEVOLUTION OF THE INDUSTRIAL AND REGIONAL DEVELOPMENT PROGRAM



The Industrial and Regional Development Program (IRDP) is a major federal government program providing financial support to firms in the manufacturing and processing sectors. Provincial governments also have business assistance programs and the two orders of government have been working over the last year to improve coordination of their activities and create one-stop-shopping for the small business community.

IRDP - BACKGROUND

IRDP promotes regional and industrial development through the financial support of private sector initiatives. The program is aimed at projects, industries and technologies with the greatest potential for economic return, sustained growth and international competitiveness. Many types of projects may be eligible for assistance including feasibility studies, product and process innovation, new plant establishment, modernization or expansion of existing plant facilities, and marketing.

From its inception in July of 1983 until the end of the last fiscal year, March 1985, IRDP has contributed more than \$500 million to 1845 projects. The estimate of the IRDP contributions that could be made in 1985-86 is \$242 million.



DEVOLUTION

First Ministers discussed the administration of the Industrial and Regional Development Program during the Regina Conference February 14 and 15, 1985. It was generally agreed that federal and provincial Regional Economic Development ministers should explore how to simplify and rationalize the program, including the possibility of devolution of some program elements.

The concept of devolution applied to IRDP means arranging joint federal and provincial management and administration of part of the federal program. The objective is to harmonize and coordinate the federal and provincial programs in order to end duplication, achieve greater sensitivity to provincial priorities and provide one-stop shopping for small entrepreneurs seeking government assistance.

Federal and provincial Regional Economic Development ministers have met on four occasions since last February to consider a wide range of regional development issues and problems. Whether and in what way a part of IRDP could be jointly managed and administered with the provinces was discussed at these conferences, as well as in bilateral meetings with individual provinces.

At their last conference held in October, the federal minister tabled the set of principles that would guide the two orders of government in the negotiation of bilateral devolution agreements. These agreements would set out the roles and responsibilities of the two orders of government in the management and administration of IRDP for small business.

Based on these principles, devolution would apply to new plant establishments or plant expansions and modernizations. Projects must cost no more than \$2 million, and the applicants must be fairly small businesses with no more than 250 employees or \$7.5 million in tangible assets. These criteria encompass about 70 percent of IRDP projects.

The first IRDP devolution agreement was signed on October 24, 1985 between the Government of Canada and the Government of the Province of British Columbia. This agreement is an Economic and Regional Development Agreement (ERDA) subagreement making good use of the established ERDA framework for working together (see

the accompanying booklet entitled ERDAs: Partnerships for Growth). A number of other provinces are also interested in devolution within their jurisdictions and discussions are continuing with a view to concluding devolution agreements in the near future.



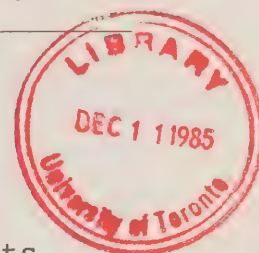
Annual Conference of First Ministers

Halifax, Nova Scotia
November 28-29, 1985

Conférence annuelle des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse
les 28 et 29 novembre 1985

TRANSPORTATION: "FREEDOM TO MOVE"



THE ISSUE

Canada is a trading nation, both in world markets and between the regional domestic economies spread from coast to coast. The country's ability to grow and realize its economic promise requires a productive and reliable transportation system. Transportation charges are a major cost component of the products Canadian firms sell at home and abroad. For these companies to be successful competitors in the global and domestic market places the Canadian transportation industries which move their goods must be innovative, efficient and competitive. All orders of government have the responsibility of ensuring that transportation policy within their jurisdictions promotes this objective.

BACKGROUND

Transportation in Canada only became the responsibility of a single Minister in 1937. Soon after the war it became apparent that a single statute, as well as a single Minister, was required to bring some order into the system and, after much deliberation, the National Transportation Act was proclaimed in 1967. That Act introduced the concept of a coordinated transportation system governed by a single regulatory agency, the Canadian Transport Commission.

The need for a coordinated approach is now unquestioned, but the mechanism originally designed to implement this concept has shown itself to be too cumbersome to adapt to the new realities of the transportation market. It is now almost universally agreed that it is in the best interests of all concerned - shippers, carriers and consumers - to promote greater competition between and within the



different modes of transportation: rail, truck, marine and air. Putting greater reliance on market forces will encourage cost savings, competitive pricing, technological improvements and service innovations.

PROPOSALS FOR REGULATORY REFORM

On July 15, 1985, the federal government released a position paper proposing extensive reform of the regulatory framework governing transportation. The paper is entitled "Freedom to Move" and sets out a policy for less restrictive regulation in the air, rail, marine and trucking modes. It is proposed that the role of economic regulation be reduced to encourage innovation and enterprise and to place a greater reliance on competition and market forces. Specific proposals deal separately with each mode and include greater opportunity for service improvements, greater freedom to reduce rates, improved appeal and arbitration measures, and a streamlining of the regulatory process.

"Freedom" to Move" contains a specific commitment that transportation safety remains a high priority. Economic regulatory reform is being accompanied by actions to improve the safety environment. "Freedom to Move" does not propose measures that would reduce safety regulations in Canada.

The proposals would require amendments to the National Transportation Act as well as a number of other pieces of transportation legislation. Legislation is being introduced this fall to deal with some of the specific issues related to the new proposals, for example, amendments to the Shipping Conference Exemption Act, new rail passenger legislation and a coasting trade bill. New safety legislation has been enacted over the past year to tighten the rules for air worthiness and navigation and for the transportation of dangerous goods in all modes. Legislation to implement the bulk of the "Freedom to Move" proposals is expected to be tabled in Parliament in 1986.

THE CONSULTATIVE PROCESS

The Government's concern with transportation regulation was clear early in its mandate. The Minister of Finance's November 8, 1984 statement "A New Direction for Canada: An Agenda for Economic Renewal" identified the transportation sector as one of a number of areas of the economy that are unduly burdened with government regulation and intervention. "A new transportation policy and

legislative framework is required to meet the realities of the 1980s and 1990s as well as providing a solid foundation for meeting the challenges and opportunities of the next century."

The position paper "Freedom to Move" was published following several months of discussions with shippers, carriers and other interested groups. Since that time there have been broad consultations on the details of the proposals with all the major stake-holders: shippers, carriers, consumer associations, provincial governments and labour.

In July, federal and provincial ministers responsible for regional economic development had an early discussion of the "Freedom to Move" proposals with the then Minister of State (Transport), the Honourable Benoît Bouchard. Since then the Minister of Transport, the Honourable Don Mazankowski, has exchanged views and concerns on a bilateral basis with a number of provincial governments and in early October had the opportunity to hear the views of his provincial counterparts in the forum of the annual meeting of the national council of transportation ministers.

The consultative process to date has been open, frank and constructive. To provide a further opportunity for discussion in a public forum the government has referred "Freedom to Move" to the House of Commons Standing Committee on Transport. The Committee has been asked to report back in mid-December so that there will be ample time to evaluate its recommendations before tabling legislation. They have been requested to give particular attention to the role of Crown corporations such as Air Canada and Canadian National in a new transportation market, to foreign involvement in transport (a particular concern in trucking), to service to remote areas, to regional development, and to trade and employment.

By and large the provinces support the general thrust of the federal policy proposals, though concerns are expressed about its impact on such problems as ensuring reasonable cost service to remote areas and providing protection from monopolistic pricing for shippers who are captive to one transportation company or mode. Officials of the two orders of government are continuing to discuss how to resolve these and other specific issues in the proposals.

To date, shippers and carriers have shown a very positive response to "Freedom to Move". In general, the basic aims and principles have been accepted by the transportation sector.

TRANSPORTATION AND REGIONAL ECONOMIC DEVELOPMENT

There is no doubt that transportation is a major component of economic development. It has been and will continue to be a vital element of economic growth and prosperity in all regions of Canada. Trade and commerce are what drive the economy: the transportation system is there to support that activity. This means that transportation services must be available in response to demand. The government is committed to ensuring that an adequate system and infrastructure exist to provide those services.

The proposals in "Freedom to Move" are designed to establish a regulatory environment that will encourage transportation companies to provide competitive, efficient and cost effective transportation services to all regions of the country. While the main objective of these proposals is this national transportation issue, regional transportation concerns are also addressed, such as the special measures suggested to ensure essential services to remote areas, and to protect the rights of captive shippers.

A variety of mechanisms are already in place to deal with specific regional problems -- the maritime and Atlantic freight rate subsidies, western grain transportation payments, passenger rail subsidies and support for the provision of air services to isolated communities are among the most significant.

Beyond this, regional requirements can best be met through federal-provincial Economic and Regional Development Agreements, including transportation development agreements which assist in meeting the infrastructure and other needs of each province. This process provides the kind of flexibility wherein federal and provincial governments can sit down and work out a comprehensive development strategy using transportation as a vital tool.

CONCLUSION

The "Freedom to Move" initiative is a fundamental part of the government's overall approach to economic renewal. The government is committed to expanding Canada's trade opportunities and to improving international competitiveness; to reducing the burden of excessive regulation and removing obstacles to growth; and to providing an economic environment conducive to private sector growth and job creation. "Freedom to Move" will help achieve those goals.



Annual Conference of First Ministers

Halifax, Nova Scotia
November 28-29, 1985

Conférence annuelle des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse
les 28 et 29 novembre 1985

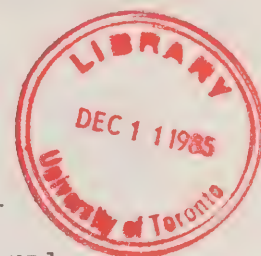
THE CONSULTATION PROCESS

It is essential that the federal and provincial governments work closely together to achieve their common policy goals. Early in its mandate, the federal government clearly indicated its dissatisfaction with the state of relations between the two orders of government and embarked on an explicit plan of consultation, cooperation and harmonization with the provinces.

Regional economic development is a policy area which, as much as any, requires extensive collaboration between governments to achieve maximum results. It is also an area in which much has changed over the past year with regard to the existence of an effective consultation process.

In January 1985, Regional Economic Development ministers from the two orders of government met as a group for the first time ever. It was a very successful and productive session and at the Regina Conference on the Economy, February 14 and 15, 1985, First Ministers endorsed the proposal that their Regional Economic Development ministers meet on a regular bi-monthly basis to address jointly the thorny issues in regional development.

Since then these ministers have met multilaterally on four occasions: in March, May, July and October. These meetings have provided a forum for discussion of matters such as coordination of small business assistance by devolution of part of the Industrial and Regional Development Program, reduction of the



regulatory and paper burden on small businesses, coordination of the investment promotion activities of the two orders of government, and consultation on the federal proposals for reform of the economic regulation of transportation industries. (The accompanying fact sheets provide more detail on ministers' discussions and progress in these four areas.)

* . A major achievement of these ministers has been the publication, in June, of the Intergovernmental Position Paper on the Principles and Framework for Regional Economic Development. The paper elaborates on the nine principles for regional economic development prepared by the ministers at their first meeting in January, and endorsed by First Ministers at the Regina Conference the following month. It is a landmark in intergovernmental cooperation and consensus in this policy field and reflects the joint commitment of the thirteen federal, provincial and territorial governments to implement a truly effective regional economic development policy.

At their July meeting, Regional Economic Development ministers agreed to a workplan to address three important issues in regional development:

- ° attracting and retaining investment in all regions;
- ° identification of interprovincial trade barriers and of opportunities and prospects for increasing interprovincial trade; and
- ° preparation of a database on regional development.

Two federal-provincial task forces of officials have been created to work on these issues and ministers will review their reports at the next regular meeting in February, 1986.

This next meeting will also provide ministers with the opportunity to discuss recommendations of the Nielsen Task Force on Program Review and to continue consideration of the role of government procurement as an instrument for regional development.

The five meetings of Regional Economic Development ministers in 1985 have revealed a high level of commitment by all governments to greater cooperation, coordination and consensus. Over the year ministers have made significant progress in coordinating and thereby getting the most out of their activities: by developing common policy strategies, agreeing on joint action plans, creating intergovernmental working groups and concluding numerous bilateral agreements of cooperation. The result has been the establishment of an effective framework for working together to identify what needs to be done and to launch the work itself.

The next meeting will be held in February, 1986 following the previous session by four months rather than two. It is expected that now the lines of communications are opened and familiar, less frequent but still regular sessions will be required.

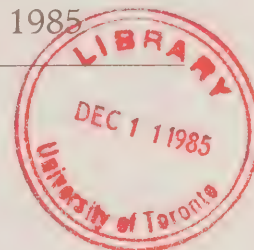


Annual Conference of First Ministers

Halifax, Nova Scotia
November 28-29, 1985

Conférence annuelle des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse
les 28 et 29 novembre 1985



ENCOURAGING SMALL BUSINESS

Small businesses have accounted for the great majority of the new jobs created in Canada in recent years. They are quick to react to market forces, quick to seize and develop new markets, and quick to adapt to innovation and changing technologies.

The Government has recognized the dynamic economic prospects of the small business community, and on November 8, 1984 it identified the need to encourage entrepreneurship and risk-taking, especially in the small and medium-sized business sectors, as a fundamental element of the Agenda for Economic Renewal. The Government also stated its commitment to base new policy directions on consultations between governments and with the private sector.

CONSULTATIONS

On February 8, 1985 the Honourable André Bissonnette, Minister of State (Small Businesses), and the Honourable Sinclair Stevens, Minister of Regional Industrial Expansion, jointly released the Government's Consultation Paper on Small Business. The paper identifies the obstacles and opportunities confronting small firms in their business environment, management skills, financing, marketing and information services. The paper has been used as a basis for discussion with hundreds of small entrepreneurs and their national and regional associations, with financial institutions, labour and academics, and with provincial governments on bilateral and multilateral bases. The outcome of these nation-wide consultations is expected to be published by the end of the year.



First Ministers also discussed the challenges facing small business during the February 14 and 15, 1985 Regina Conference on the Economy. It was agreed that the two orders of government should work together to create a climate which encourages small entrepreneurs, and the federal and provincial ministers responsible for small business have participated in the bi-monthly conferences of Regional Economic Development ministers. (The consultation process is described elsewhere in this series of fact sheets).

JOINT INITIATIVES

The new spirit of cooperation and consultation has yielded results. Over the past year the federal government has entered into memoranda of understanding with a number of provincial governments respecting government procurement. It has been agreed that government procurement strategies should be consistent with regional development objectives. An implication is the assurance of opportunities for small local firms to benefit from government activities.

In October 1985, the Government concluded memoranda of understanding with the provincial and territorial governments with the objective of reducing regulatory and paper burden on small businesses. Under these agreements the two orders of government will be studying ways to relieve the complexity and load of requirements governments impose on firms, in order to make doing business in Canada easier. The study results are expected by the end of the year.

Also in October the first federal-provincial agreement was signed to arrange for devolution of the small business elements of the Industrial and Regional Development Program. The Government of the Province of British Columbia has entered into a \$50 million Economic and Regional Development Agreement (ERDA) subagreement with the Government of Canada under which the two parties would jointly manage part of this federal program for business assistance. The objective is to rationalize and harmonize the small business programs of the two governments by providing for direct provincial participation in the federal program. The result will be one-stop-shopping for small firms in search of government financial support.

THE FEDERAL BUDGET

Encouragement of private initiative was a major thrust of the Government's Budget of May 23, 1985. A number of measures were announced to reward risk-taking, to stimulate the creation of new businesses and expansion of existing ones, to improve cash flow and to help the small business entrepreneur achieve a measure of financial security at retirement. The lifetime capital gains exemption of half a million dollars will encourage Canadians to invest in new and growing enterprises. It recognizes the major investment in personal resources, time and energy that goes into a small business, and the special difficulty small entrepreneurs may have in providing for their retirement while they are building up their businesses.

A number of measures address the limited access to capital for start-up and expansion that may constrain many small and medium-sized firms. Pensions funds, the biggest and fastest growing pools of capital in the country, will be encouraged to invest in smaller firms through the removal of impediments and the provision of incentives. Furthermore access to registered retirement savings plans and income funds will be provided for arms-length investments in small businesses.

Pension investments in small business would also be facilitated through new vehicles called Small Business Investment Corporations, Small Business Investment Trusts and Small Business Investment Limited Partnerships. In addition, the budget proposes providing tax credits to individuals investing in worker-sponsored, provincially incorporated funds patterned after the Québec Federation of Labour's Solidarity Fund.

The cash flow available to non-taxable small businesses will be enhanced by the new provision allowing a 100 per cent cash refund of R&D tax credits, up to \$700,000. Previously announced increases in unemployment insurance contributions have been deferred. Also the Small Business Bond Program, designed to reduce interest costs for small businesses in serious financial difficulty, has been extended to the end of 1987.

OTHER FEDERAL INITIATIVES

The Government is moving in many other ways to remove the obstacles to growth facing the small business sector. For example, consideration is being given to reconstituting the Small Business Consultative Committee initially formed in

1982 to improve the dialogue between the government and the small business community. The mandate of the Federal Business Development Bank is under review. Studies are being made of unique approaches to fostering business startups such as the concept of small business incubators.

Perhaps one of the more significant initiatives has been the extension, modification and greater publicizing of the program of loan guarantees under the Small Business Loans Act. This program has a new five year term and is more actively supported by the Canadian Bankers' Association than it has been in the past. This ensures that more entrepreneurs are aware of the assistance that could be available to them.

